



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

13-06-2016

1936 : LE FRONT POPULAIRE

70 ans après, les accords de Matignon de 1936 sont entrés dans l'histoire du mouvement ouvrier comme un exemple et un repère.

Cette victoire du prolétariat se situait dans un contexte historique sans précédent.

« La grande guerre » et ses 1,5 millions de victimes pesaient encore dans les esprits. La création du premier état socialiste en 1917 et sa victoire contre l'agression armée du capital avait créé beaucoup d'espoir et accéléré la création de partis communistes dans de nombreux pays. Le PCF fut créé en France à la fin de 1920. Cela entraînait les partis de gauche à se situer sur le terrain de la lutte ou de la collaboration de classe et conduisit aux divisions syndicales (CGT et CGTU).

Dans le même temps le capital commençait à utiliser l'extrême droite dans les pays européens. En Italie dès 1922 avec Mussolini et en 1933 avec l'arrivée par les urnes d'Hitler soutenu par le capital allemand.

La crise du capital en 1929 qui atteint la France dans les années 30 se traduit par des centaines de milliers de salariés jetés à la rue. En France les événements de 1934 et la

tentative de l'extrême droite de prendre le pouvoir par la force entraîne une réaction rapide du monde du travail et la montée en puissance des organisations syndicales et des partis politiques de gauche, PCF, SFIO et radicaux.

1936 est l'année de la réunification de la CGTU et de la CGT. C'est aussi une année d'élections législatives. Un programme électoral de « Front Populaire » est mis sur pied et les partis de gauche l'emportent aux élections.

Avant même que le gouvernement soit constitué les premières grèves se déclenchent. Un lame de fond de grévistes qui ne cesse de grandir et conduit aux accords de Matignon signés par le patronat battu, les organisations syndicales et le gouvernement. Sous la poussée des grèves les promesses du programme sont appliquées et même dépassées.

La victoire du monde du travail soutenu par la population est historique :

- 15 jours de congés payés (non prévus par le programme du front populaire)
- les salaires sont augmentés de 20 % minimum et même doublés pour les salaires les plus bas.
- la réduction de 48h à 40h du travail hebdomadaire.
- et d'autres acquis aussi importants qui ont grossi le code du travail en protégeant les salariés.

En cet été 36 le patronat fait profil bas. L'idée et la réalité de payer des ouvriers "à ne rien faire" avec les congés payés lui est insupportable. Il prépare sa revanche qui se traduira par le choix « Hitler plutôt que le front populaire ». La défaite en 1940 de notre pays et la collaboration active de ce patronat avec l'occupant sont contenues dans ce choix.

Après les conquêtes de la libération et les acquis du programme du CNR (Conseil National de la Résistance), avec celles de 1968 et ses 9 millions de grévistes et des acquis au niveau de 1936, le capital a retenu les leçons. Il n'a pas hésité depuis à se servir de toutes les armes pour casser un siècle et plus d'acquis

sociaux. La défaite de l'URSS a favorisé ses desseins. Les gouvernements sociaux démocrates et de droite répondent aux exigences du capital pour détricoter les acquis de 36, de la libération, de 68 arrachés par les luttes.

Aujourd'hui en 2016 depuis 3 décennies marquées par la désindustrialisation de notre pays, un chômage de masse, la casse des services publics, la baisse des salaires, la mise à mal de notre système de santé et d'éducation, d'autres méfaits, le capital veut détruire tout ce qui reste de notre patrimoine social. Avec le PS, Hollande, le gouvernement Valls, la CFDT il s'attaque à ce qui reste du code du travail.

Nous sommes donc à un moment important de notre histoire sociale et politique qui serait marquée par un nouveau recul de société si la riposte ne faisait pas renoncer les larbins du capital et sa majorité au pouvoir.

C'est la lutte de la classe ouvrière qui a contraint le gouvernement Blum et sa majorité à légiférer. Aujourd'hui cet exemple est source de falsifications et récupération pour ceux qui préparent la relève de Hollande et de ses comparses. Ils veulent transformer ce front populaire, expression d'un combat de classe en "front républicain". Une manipulation qui permettrait au capital de maintenir ses pions au pouvoir.

Front Républicain contre Front National, ce n'est surtout pas l'enjeu de l'élection présidentielle ! Le seul enjeu c'est, soit le changement fondamental de politique, soit de poursuivre la même en l'aggravant.

Les combines politiques vont se développer, se multiplier. Le credo de tous ces gens est celui du capital, changer à condition que rien ne change, que le régime capitaliste reste puissant en France.

La seule véritable opposition est entre le capital et le travail. Rien ne peut remplacer la lutte contre le capital.